

**Arrêté n° 1122-25-20-058
de mise en demeure
SMIRTOM de la région de L'Aigle
Commune de Saint-Ouen-sur-Iton**

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'État dans le département,

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 08 novembre 2023 nommant Monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 28 mars 2002, par lequel Monsieur le président du SIRTOM de la région de L'Aigle, devenu dorénavant SMIRTOM, a été autorisé à exploiter, conjointement avec le centre de transit d'ordures ménagères dont l'exploitation avait été autorisée par l'arrêté en date du 19 juillet 1996 susvisé, une déchetterie et une plate-forme de compostage de déchets verts, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires de mise à jour de classement des 20 juin 2011 et 30 juillet 2013 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 02 juillet 2025 transmis à l'exploitant le 22 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** la réponse formulée par courriel du SMIRTOM de la région de L'Aigle daté du 30 juillet 2025, suite à la transmission du rapport et du projet d'arrêté ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 02 juillet 2025, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'andain de compost dépassait les limites de la plateforme de compostage, notamment en limite nord-est du site ;
- La fiche de suivi de lot de compost ne comporte ni l'enregistrement des arrosages, ni le suivi du taux de matières sèches ;
- Le bouchon installé en 2024 sur l'exutoire du bassin de 850 m³ qui permet le confinement des eaux pluviales et des potentielles eaux d'extinction de la plateforme de compostage n'était plus présent (le niveau de l'eau restant largement inférieur à cet exutoire). De plus, l'exploitant n'a pas justifié de l'étanchéité du bassin, qui ne possède pas de géomembrane ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 20.6, 20.7 et 14.4 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2002 modifié susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement dans la mesure où :

- La présence de compost en dehors de l'aire revêtue et un potentiel défaut d'étanchéité du bassin de confinement des eaux de cette plateforme peuvent occasionner, en cas de présence de produits polluants, une infiltration dans les sols et occasionner une pollution ;
- Un défaut de suivi du processus de compostage peut augmenter la probabilité de survenue d'un incendie, mais aussi conduire à la production de lots de compost non-conformes ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le SMIRTOM de la région de L'Aigle de respecter les dispositions des articles 20.6, 20.7 et 14.4 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2002 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, dans son courriel de réponse du 30 juillet 2025, l'exploitant a transmis des photographies justifiant de la relocalisation des andains de compost dans le périmètre de la plateforme de compostage, ainsi que des fiches de suivi complétées, comportant les enregistrements des arrosages et des taux de matières sèches ;

Considérant qu'il n'y a donc plus lieu de mettre en demeure l'exploitant sur ces deux points ;

Considérant que, dans son courriel de réponse du 30 juillet 2025, l'exploitant a fait part de son intention de vérifier l'imperméabilité des terrains sous le bassin de confinement des eaux pluviales ;

Sur proposition des services de l'inspection des installations classées ;

ARRÊTE

Article 1 : Confinement des eaux de la plateforme de compostage

Le SMIRTOM de la région de L'Aigle est mis en demeure de respecter dans un délai de **trois mois** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Arrêté préfectoral du 28 mars 2002 modifié sus-mentionné, article 14.4 :

« Les eaux pluviales recueillies sur la plateforme de compostage seront recueillies avec les jus et orientées vers un bassin étanche de 850 m³ (bassin n°2 sur le plan en annexe 2). Elles seront intégralement recyclées pour l'arrosage des tas de compost et ne conduiront à aucun rejet dans le milieu naturel. »

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant :

- Aura transmis à l'inspection des installations classées un document justifiant de l'imperméabilité du fond et des flancs du bassin de 850 m³ recueillant les eaux de la plateforme de compostage (pluviales, incendie, jus de compost...) ; et
- Aura mis en place un dispositif permettant de supprimer l'exutoire de ce bassin.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 §II du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Orne pour une durée de deux ans.

Article 3 : Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Caen.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration et R. 421-1 du code de justice administrative).

Article 4 : Notification

Le présent arrêté est notifié au SMIRTOM de la région de L'Aigle, lieu-dit « les Champs Rouges » 61300 Saint-Ouen-sur-Iton.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pendant une durée de deux mois.

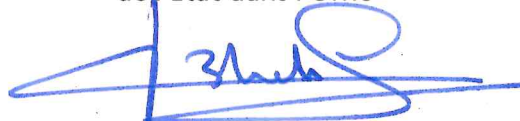
Il sera affiché en mairie de Saint-Ouen-sur-Iton pendant un mois minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Orne.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'État dans le département, le maire de Saint-Ouen-sur-Iton, ainsi que la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 12 AOUT 2025

Le sous-préfet,
secrétaire général chargé de l'administration
de l'État dans l'Orne



Yohan BLONDEL

